

## primo & édito

### Politique de la ville et citoyenneté urbaine : échos de la conférence de Jacques Donzelot

Le 6 avril dernier, à l'issue de l'assemblée générale du CR•DSU, nous avons eu le plaisir d'accueillir Jacques Donzelot (sociologue, maître de conférences en science politique à l'université de Paris X Nanterre) qui nous a livré une analyse critique, parfois teintée d'ironie, de la politique de la ville du point de vue de la citoyenneté urbaine.

J. Donzelot distingue deux voies de la citoyenneté urbaine<sup>1</sup> : celle de la responsabilisation des individus par rapport au collectif et celle de l'*empowerment* ou *capability*, pour reprendre un terme cher à Armatya Sen<sup>2</sup>, sorte de mixte entre capacité et liberté que l'on peut traduire imparfaitement par "capacitation", c'est-à-dire "capacité de pouvoir". La voie de la responsabilisation consiste à faire jouer l'intérêt de l'individu pour influencer sur le collectif. Le conférencier explique, en prenant appui sur des exemples britanniques, comment un tel système qui ressort d'une logique purement libérale est difficilement applicable en France pour des raisons culturelles. Il présente alors l'alternative de la "capacitation" qui consiste à prendre appui sur la communauté pour élever la capacité des individus, en illustrant

son propos par des exemples nord-américains, notamment le modèle des *community development corporations*, nées dans les années 1960 en réaction à la politique de rénovation urbaine des centres villes. Si pour Jacques Donzelot, restaurer le "pouvoir d'agir" des habitants devenait une priorité pour la politique de la ville en France, les moyens pour y parvenir passeraient entre autre par une relégitimation des services publics auprès des habitants et un équilibre entre la confiance mutuelle entre les gens et le consentement de l'ordre public. Enfin, le *new localism* ou l'art de gouverner par le local serait également une voie à explorer; les termes de l'équation suivante restant toutefois à résoudre: comment gouverner par le local en s'appuyant sur la capacitation tout en recherchant les moyens de faire société?



<sup>1</sup>Vers une citoyenneté urbaine?  
La ville et l'égalité des chances,  
éditions de la Rue d'Ulm, 2009.

<sup>2</sup>Prix Nobel d'économie en 1998.

●●● Retrouvez prochainement  
le texte de la conférence dans la  
rubrique "Rencontres du CR•DSU" sur  
[www.crdsu.org](http://www.crdsu.org)

## l'actu & CR•DSU

### Retour sur la journée régionale d'échanges...

Le 1<sup>er</sup> avril dernier, une centaine de professionnels (agents des collectivités locales, de l'État, des organismes HLM, travailleurs sociaux...), d'élus et d'associations ont participé à la journée régionale d'échanges "Prévention de la délinquance en Rhône-Alpes. Au-delà des dispositifs, quelle intelligence locale pour un travail en réseau des professionnels?" organisée par le CR•DSU à Givors.

Cette journée a permis de mettre en débat les organisations locales, les actions et les dispositifs de prévention en Rhône-Alpes, et d'interroger collectivement les partenariats locaux dans ce champ.

●●● Les documents relatifs à la journée régionale et la synthèse sont en ligne dans la rubrique "Rencontres du CR•DSU" sur [www.crdsu.org](http://www.crdsu.org)

### Assemblée générale du CR•DSU

Lors de l'assemblée générale du 6 avril, un nouvel administrateur a été élu : Houria Hedli, Vice-Présidente en charge du renouvellement urbain à Chambéry Métropole.

Les mandats des administrateurs suivants ont été renouvelés : Patrick Leblanc (Chambéry Métropole), Michel Peisey (Saint-Étienne Métropole), Aïcha Mouhaddab (ARRA Hlm), Philippe Villeval (Union régionale des centres sociaux).

### En préparation

Le prochain numéro des *Échos des ateliers permanents du CR•DSU* portera sur les questions de méthodologie de projet et leur utilité au service des projets de territoire.

●●● Numéro à paraître en juin 2010

Un cycle de qualification sur les actions de soutien à la parentalité qui aura pour objectifs, à partir de situations concrètes, de fournir des clés de compréhension sur les types et fonctions de soutien à la parentalité et des pistes pour construire des modes de pilotage adaptés aux enjeux de territoire.



Photo : CR•DSU



## les rendez-vous

les événements à ne pas manquer!

3 ● "Statistiques raciales ou racistes? Histoire et actualité d'une controverse française", le 17 mai 2010 à 18h, à Montpellier  
Rencontre-débat avec Eric Fassin, sociologue, organisée dans le cadre de la parution de l'ouvrage "Les nouvelles frontières de la société française".

●●● Inscriptions: [publication@iscra.org](mailto:publication@iscra.org)

3 ● "Délibération citoyenne/décision publique: mutualiser les innovations pour faire avancer la démocratie", les 28 et 29 mai 2010, à Grenoble et dans son agglomération  
Les 12<sup>e</sup> Rencontres de la démocratie locale, organisées par l'Adels.

●●● Plus d'infos: <http://12rencontres.wordpress.com>

6 ● "Le développement de l'entrepreneuriat culturel et créatif", du 7 au 9 juin 2010, à Lyon  
Séminaire de formation destiné à des porteurs de projet culturel, dans le cadre des Journées de l'entrepreneuriat culturel et créatif. Organisé par Solid'Arté (Appui aux parcours professionnels artistiques) et l'ADECC (Association pour le développement des entreprises culturelles et créatives).

●●● Plus d'infos et inscriptions:

[www.journees-entrepreneuriat-culturel.fr](http://www.journees-entrepreneuriat-culturel.fr)

6 ● "Double vulnérabilité énergétique des territoires: habitat et transport", le 18 juin 2010, de 8h30 à 13h, à Lyon  
Séminaire organisé par l'ORHL, dans le cadre de son atelier "Observatoire des territoires métropolitains."

●●● Contact: [e.guiboud@urbalyon.org](mailto:e.guiboud@urbalyon.org)

7 ● "La copropriété et le développement durable en Europe", les 1<sup>er</sup> et 2 juillet 2010, à Paris

Le monde de la copropriété en France est confronté à ces quatre questions: Que faire pour atteindre les objectifs du Grenelle? Comment le faire? Avec qui? Avec quels moyens? Ce colloque organisé par l'Association Planète Copropriété a pour ambition d'apporter des réponses précises et pratiques à ces problèmes.

●●● Inscriptions: [www.planete-copropriete.com](http://www.planete-copropriete.com)

Retrouvez d'autres manifestations dans la rubrique "Infos régionales et nationales" sur [www.crdsu.org](http://www.crdsu.org) ●●●

## savoir-faire & faire-savoir

des initiatives et des expériences locales

### Plan de lutte contre les discriminations au logement à Villeurbanne. Une première en France

Acteurs publics, privés et associatifs étaient réunis le 11 février 2010 pour signer un plan de lutte contre les discriminations au logement, piloté par la ville de Villeurbanne et soutenu par l'Acse et la région Rhône-Alpes. Unique en France, ce plan est le fruit d'une démarche partenariale de plusieurs mois comprenant la réalisation d'une enquête auprès des agences immobilières, une formation-action des bailleurs sociaux présents sur la commune, un diagnostic interne à la municipalité de Villeurbanne et un travail mené par les associations autour du vécu discriminatoire. En signant le plan d'action en dix axes, les seize partenaires s'engagent à garantir l'égalité de traitement et la non-discrimination au logement, à faire évoluer leurs pratiques, à poursuivre le travail de diagnostic amorcé, à informer les demandeurs de logement sur les processus d'attribution ou encore à accompagner les victimes

de discriminations. À partir de ce plan, chaque partenaire signataire va désormais proposer au comité de pilotage les actions concrètes qu'il souhaite mener. Ce plan s'inscrit dans la poursuite de la démarche territoriale de prévention et de lutte contre les discriminations, initiée dès 2002 par la ville autour de la thématique de l'emploi.

●●● Contact: Marie-Christine Cerrato-Debenedetti, 04 26 10 60 85



Illustration: Ville de Villeurbanne

### La Maison de justice et du droit de Chambéry: lieu d'accès aux droits pour les habitants du quartier

Créées par le Tribunal de grande instance et les municipalités, les Maisons de justice et du droit sont à la fois des lieux de justice et d'accès au droit, où sont proposées informations, orientations et consultations juridiques dispensées par des professionnels. En Savoie, un même référent coordonne les trois MJD d'Aix-les-Bains, Albertville et Chambéry. Cette dernière présente la spécificité d'être implantée au sein du quartier en Zus de Chambéry-le-Haut, proposant des modes de réponse alternatifs, ainsi qu'un point d'ancrage et d'écoute des habitants de ce quartier. Ce positionnement présente l'intérêt d'amener un public issu du reste de la ville, de l'agglomération voire du département, à

venir chercher une information juridique au sein d'un quartier où ils ne se seraient autrement pas rendu, incitant au changement de regard et de perception. La MJD de Chambéry et ses partenaires informent environ 5 000 personnes par an, preuve de son succès. Sa convention de fonction-

nement associe le Conseil général, C h a m b é r y métropole et le ministère de la Justice, installant ainsi un véritable

partenariat fonctionnel. Le tribunal, les associations d'aide aux victimes, la Halde, les avocats et autres professionnels du droit sont aussi fortement mobilisés pour apporter aide et conseil en proximité, et simplifier les procédures.

●●● Contact: MJD, 04 79 72 38 37





## réseaux & partenariats

les acteurs ressources, les métiers, les projets...

## acteurs & mouvements

les changements pro en Rhône-Alpes

### La RGPP en Rhône-Alpes : quelles incidences pour les acteurs de la politique de la ville ?

La révision générale des politiques publiques (RGPP) constitue un volet important de la réforme de l'État et impacte directement l'ensemble des acteurs de la politique de la ville.

Au niveau régional, le Préfet de région est chargé du pilotage et de l'exécution de toutes les politiques de l'État dans la région. Les services de l'État sont organisés en huit pôles, dont deux concernent plus particulièrement la politique de la ville : l'ARS (Agence régionale de santé), créée le 1<sup>er</sup> avril 2010 avec pour mission de définir la politique de santé de chaque région, et la DRJSCS (Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale). Cette dernière, créée le 1<sup>er</sup> janvier 2010 par la fusion de la DRJS, de la DRASS et de la direction régionale de l'Acscé, assure le pilotage et la coordination des politiques sociales, sportives, jeunesse, vie associative et éducation populaire. Elle est organisée en 4 pôles dont le pôle "développement social territorial" au sein duquel le service "égalité des chances et politique de la ville" devient un interlocuteur de premier plan.

Au niveau départemental, le Préfet de département est chargé de la mise en œuvre de la politique de l'État et s'appuie sur les services de la Préfecture et les nouvelles directions départementales. À cet égard, deux cas de figure se présentent : pour les départements les plus peuplés (Ain, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Haute-Savoie), trois directions sont créées

dont la DDCCS (Direction départementale de la cohésion sociale) et pour les départements les moins peuplés (Ardèche et Savoie), seules deux directions existent dont la DDCCSP (Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations). Au sein de ces nouvelles entités, des services -appelés selon les départements "lutte contre les exclusions", "solidarité et accès aux droits", "égalité des chances", etc.- assurent le suivi des actions liées à la politique de la ville. Ces nouvelles directions deviennent les interlocuteurs uniques pour l'instruction des dossiers Cucs. Elles sont la fusion de la DDJS, du pôle social de la DDASS, du service droit des femmes, des services de la DDE en charge des fonctions sociales du logement et du bureau de la Préfecture en charge des politiques sociales. Ainsi, dans la plupart des DDCCS, les agents en charge de la politique de la ville sont des interlocuteurs que les professionnels et les élus connaissent déjà de par leur expérience en Préfecture ou dans des services déconcentrés ; ce qui devrait faciliter la poursuite du travail mené ces dernières années, sachant que les délégués du Préfet assurent également et depuis plusieurs mois maintenant ce lien entre les services de l'État et les acteurs de terrain.

●●● En savoir plus sur la situation dans votre département dans la rubrique "Actualités" sur notre site Internet : [www.crdsu.org](http://www.crdsu.org)

● Anne Rocher est coordonnatrice des Ateliers Santé Ville de *Bourg-en-Bresse* et *Oyonnax*, détachée de l'ADESSA-Education santé Ain.

● Pascale Guillet est déléguée aux droits des femmes à la *DDCS de l'Ain*.

● Magali Pascal est coordonnatrice du Programme de réussite éducative à *Annonay*.

● Hassan Sidi-Maamar est chargé de mission CLSPD à *Valence*.

● Marlène Tonini est coordinatrice santé à *Bourgoin-Jallieu*.

● À *Fontaine*, Nadine Nivon est responsable du service DSU et Sophia Manesse, chargée de mission démocratie participative.

● À *Saint-Étienne*, Mahira Bouhou est responsable du CLSPD et Caroline Lannoy est chef de projet renouvellement urbain, quartiers Sud-Est et La Cotonne-Montferré.

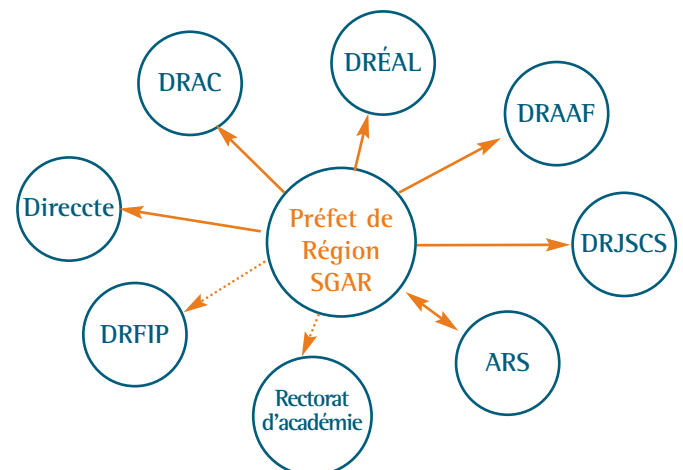
● À *Villeurbanne*, Sophie Henry-Bressat est directrice adjointe de projet politique de la ville et Lou Baumert est coordonnatrice PEL, PRE.

● Giada Ravet est chargée de mission Stratégies habitat et développement solidaire urbain au *Grand Lyon*.

01  
07  
26  
38  
42  
69

### ●●● Les services de l'État en région

- ARS : agence régionale de santé
- Direccte : direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
- DRAAF : direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
- DRAC : direction régionale des affaires culturelles
- DRÉAL : direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- DRFIP : direction régionale des finances publiques
- DRJSCS : direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale
- SGAR : secrétariat général aux affaires régionales



éditée par le CR•DSU  
4 rue de Narvik - BP 8054  
69351 Lyon cedex 08  
Tél 04 78 77 01 43 Fax 04 78 77 51 79  
crdsu.secretariat@free.fr

[www.crdsu.org](http://www.crdsu.org)  
ISSN 1960-226X

Directeur de la publication : Louis Levêque  
Directrice de la rédaction : Isabelle Chenevez  
Rédaction : l'équipe du CR•DSU  
Création : Okto Novo  
Exécution : Muriel Salort-Carayon  
Impression : Lamazière Imprimeur F - 69153 Décines

Cette lettre peut également être envoyée par mail : [crdsu.secretariat@free.fr](mailto:crdsu.secretariat@free.fr)

Le CR•DSU soutient les acteurs (professionnels, élus, institutionnels et partenaires locaux) dont les projets s'inscrivent dans un objectif de cohésion sociale sur un territoire. Son action : diffusion d'informations, qualification collective, mise en réseau, capitalisation des expériences régionales...

## sources & ressources

quelques ouvrages d'actualité, consultables au CR•DSU

### La réussite éducative. Un dispositif questionné par l'expérience

Véronique Laforets. Injep, Les Cahiers de l'action n°27, 02/2010, 125 p.  
Des praticiens et des chercheurs livrent dans cet ouvrage l'analyse de 4 années d'expérience et donnent des éclairages sur les modifications apportées par le DRE quant aux pratiques institutionnelles et professionnelles, mais aussi dans la manière de penser "l'éducatif local".

### Rapport d'activité 2006-2009 du Conseil national des villes

CNV, 03/2010, 68 p.  
Bilan des faits marquants et des grands textes du mandat du CNV ; présentation des réponses aux saisines

ministérielles et des démarches initiées par le CNV en matière de prévention/sécurité publique, éducation et politiques éducatives, santé mentale et addictions, nouvelle architecture de la politique de la ville, médias...

### La rénovation urbaine à l'épreuve des faits. Rapport 2009

Comité d'évaluation et de suivi de l'Anru, 03/2010, 201 p.  
Premier bilan des effets urbains et sociaux du PNRU. Celui-ci a atteint son principal objectif quantitatif, avec l'accélération de projets urbains sans véritable articulation avec les politiques sociales de droit commun, et sans parvenir à réintroduire de façon significative la mixité sociale dans les quartiers.

### Femmes-hommes. Des inégalités à l'égalité?

Problèmes politiques et sociaux n°968, 01/2010, 112 p.  
Après avoir explicité les mots à travers lesquels sont pensées les différences entre les sexes, ce dossier examine les réponses apportées par les différents acteurs sociaux, institutionnels, politiques, professionnels ou associatifs. Il se termine sur l'évocation d'un horizon d'égalité qui rendrait les femmes et les hommes indifférents à leur différence, au sens où elle serait inopérante à créer de l'inégalité sociale et politique.

## les points d'orgue du [www.crdsu.org](http://www.crdsu.org)

### • Rubrique Expériences

10 nouvelles fiches d'expériences rhônalpines en ligne. Voir la "Liste des dernières fiches saisies" à droite dans la rubrique Expériences.

### • Dossier thématique

#### Lutte contre les discriminations

Un nouveau sous-dossier faisant le point sur la "Situation de la lutte contre les discriminations en Rhône-Alpes" sera en ligne fin mai.

## ailleurs sur la toile...

### ••• [www.inegalitesteritoriales.fr](http://www.inegalitesteritoriales.fr)

Ce site, proposé par l'Observatoire des inégalités et Compas-Tis, présente

un certain nombre d'indicateurs-clés des inégalités aux niveaux communal, départemental et régional : emplois, revenus, niveau d'éducation, logement/santé... Il permet d'analyser les évolutions en cours et de situer chaque collectivité vis-à-vis des collectivités semblables, du niveau départemental ou même national. Il présente aussi les analyses publiées par l'Observatoire des inégalités.



### ••• <http://www.pieros.org/pieross>

Le site PIEROS propose, depuis quelques années, une base d'études rhônalpine couvrant le champ de l'observation en santé et de l'observation médico-sociale. Dans le cadre de cette base d'études, le site PIEROS Social et la Plate-Forme Régionale de la Recherche en Action Sociale (PFRAS) ont travaillé ensemble. La PFRAS a mis en ligne sur son site une base documentaire recensant des travaux de recherche rhônalpins (mémoires, thèses) en action sociale, avec pour objectif la valorisation de la recherche régionale sur ce thème. Certains de ces travaux, s'appuyant sur une démarche d'observation sociale, alimenteront la base d'études du PIEROS Social.

